

Unité départementale du Val-d'Oise
5 avenue de la Palette
95000 Pontoise

Pontoise, le 8 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur



METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT

10 chemin d'Eragny
95550 BESSANCOURT

Références : **UD95-2022-452-TB**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 juin 2022 dans l'établissement METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT implanté 10 chemin d'Eragny 95550 BESSANCOURT. L'inspection a été annoncée le 7 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite d'inspection réactive faisant suite à l'incendie survenu sur le site le dimanche 5 juin, tôt dans la matinée. Le feu a été circonscrit et maîtrisé par les pompiers le jour même. Aucun blessé n'est à déplorer. Les impacts sur l'environnement sont mineurs et non inquiétants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT
- 10 chemin d'Eragny 95550 BESSANCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006505476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'activité du site a été autorisée en 2003 pour diverses activités de collecte, regroupement et tri de déchets sur le site de Bessancourt. En 2018, l'exploitant a sollicité et obtenu par arrêté du 19 novembre 2019 une autorisation environnementale pour la mise en place d'un broyeur de ferrailles.

Aujourd'hui, le site regroupe les activités suivantes :

- Collecte, regroupement de déchets dangereux de batteries ;
- Collecte, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) gris, de métaux ferreux et non ferreux, de plastiques, papiers, cartons, bois, gravats et de déchets industriels en mélange ;

- Traitement de câbles électriques (par broyage), de métaux ferreux (par broyage) et de papiers/cartons (pressés en balles et ou broyés) ;
- Stockage de déchets avant et après traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks
- Rapport d'incident
- Rétention des eaux d'extinction
- Mesures de protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Protection contre le risque foudre	AP Complémentaire du 19/11/2019, article 8.4.5	/	Lettre de suite préfectorale
Rétention des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 19/11/2019, article 8.5.2 V	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantités maximales autorisées de déchets stockés sur le site	AP Complémentaire du 19/11/2019, article 9.2	/	Sans objet
Rapport d'incident	AP Complémentaire du 19/11/2019, article 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris des mesures pour faire face à l'incendie. Sa coopération et sa disponibilité auprès des services de secours sont à souligner et ont été appréciées.

Trois non-conformités ont été constatées. Elles portent sur la prise en compte du risque foudre (insuffisante) et sur le dysfonctionnement partiel de la mise en rétention des eaux ad'extinction sur le site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Quantités maximales autorisées de déchets stockés sur le site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2019, article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de déchets autorisée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site sont les suivantes : [Tableau repris ci-dessous]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stock de déchets présents sur le site le jour de l'incendie (dimanche 5 juin 2022) était le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">– Batteries : 14 t (pour un seuil de 36 t)– Câbles électriques à broyer : 32 t (pour un seuil de 1 130 t)– Grenailles : 121 t (pour un seuil de 220 t)– Ferrailles à cisailer : 526 t (pour un seuil de 630 t)– Ferrailles cisaillées (E1C) : 1287 t (pour un seuil de 1 590 t)– Ferrailles platinage à broyer : 363 t (pour un seuil de 1 540t)– Ferrailles broyées (E40) : 555 t (pour un seuil de 1 580 t)– Métaux non ferreux : 210 t (pour un seuil de 420 t)– Papiers/cartons vrac : 84 t (pour un seuil de 180 t)– Bois : 36 t (pour un seuil de 70 t)– Plastiques (résidus de plastique broyé) : 40 t (pour un seuil de 60 t)– Déchets inertes (gravats, terre, béton) : 31 t (pour un seuil de 70 t)– Déchets industriels en mélange à trier : 77 t (pour un seuil de 90 t) <p>Il apparaît ainsi que les quantités de déchets présents sur le site sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Cette situation est par ailleurs cohérente avec les constats réalisés lors du tour de terrain du site (dimensions des tas de déchets).</p> <p><u>La prescription est respectée.</u></p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2019, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées le accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article R. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance son rapport de l'incident. Ce rapport est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none">- le déroulé des événements- des photos de l'incendie- sa propre analyse de l'organisation et des moyens mis en oeuvre- l'état du stock de déchets sur site le jour de l'incendie- le plan d'action de remise en état <p>Ce rapport a para ailleurs été envoyé à l'Inspection le jour même de l'inspection.</p> <p><u>La prescription contrôlée est respectée.</u></p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2019, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
Prescription contrôlée : Les installations respectent les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Plusieurs éléments laissent penser qu'un impact de foudre pourrait être à l'origine de l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- foyer de l'incendie situé au sommet du tas de déchets- de nombreux impacts de foudre recensés dans ce secteur au cours de cette nuit-là- plusieurs équipements électriques du site mis en défaut ou légèrement endommagés au cours de l'incident (pont bascule, portique de détection de radioactivité, laser de mesure de découpe à la cisaille) L'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre par le BUREAU VERITAS en janvier 2010. Il l'a remise en séance à l'Inspection. Cette analyse concluait qu'il convenait que certaines protections anti-foudre soient mises en oeuvre au niveau des bâtiments bureaux et de l'atelier. D'autres précautions moins importantes étaient aussi préconisées au niveau de la zone de presse-cisaille. Depuis 2010, l'environnement du site a changé : un pylône de télécommunication a été installé en mitoyenneté du site. Il semble doté, en son sommet, d'une tige pouvant être un paratonnerre. En outre, l'analyse de risque foudre n'a pas été mise à jour lors de la demande d'autorisation portant sur le broyeur à métaux, délivré en novembre 2019. <u>Non-conformité n°1 :</u> l'analyse de risque foudre n'a pas été mise à jour depuis 2010 pour tenir compte des différentes évolutions intervenues sur le site (nouveau broyeur) et à proximité immédiate. Il est attendu de l'exploitant qu'il procède à une mise à jour de cette analyse par un organisme compétent. <u>Non-conformité n°2 :</u> l'exploitant n'a pas mis en oeuvre sur le site les mesures de prévention anti-foudre suggérées par l'analyse du risque foudre réalisée en 2010. Il est attendu de l'exploitant qu'il mette en oeuvre les suggestions de la prochaine analyse qu'il fera réalisée.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/11/2019, article 8.5.2 V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes à l'installation. Les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant sans être inférieur à 394 m3.

Les dispositifs de confinement sur le site sont maintenus, en temps normal, à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les éléments justifiant le dimensionnement, la suffisance et la disponibilité des capacités de confinement sur le site sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les organes de commande des zones de confinement (vannes d'isolement...) sont signalés, accessibles et manœuvrables même en cas de coupure des énergies et contrôlés annuellement.

L'état d'étanchéité des zones de confinement est contrôlée périodiquement. Ces contrôles font l'objet de rapports conservés en permanence par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les eaux d'extinction confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet. Elles peuvent être rejetées sous réserve du respect des valeurs limites définies à l'article 4.4.2.1 du présent arrêté. Dans le cas contraire, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats : Le jour de l'incendie, l'exploitant a actionné la vanne barrage présente sur son site en vue de confiner les eaux d'extinction sur le site. La dalle de celui-ci est en effet étanche et en forme de cuvette, ce qui permet d'y retenir les eaux, une fois la vanne fermée.

Cette rétention a fonctionné dans un premier temps, cela a été constaté au cours de l'intervention des pompiers.

En revanche, le jour de l'inspection (2 jours après l'incendie), l'eau confinée n'est plus présente sur le site. A priori, la vanne de barrage n'a pas joué son rôle et a laissé s'écouler l'eau progressivement vers le réseau en aval.

Non-conformité n°3 : il convient que la mise en rétention de eaux d'extinction soit effective et pérenne, qu'elle soit assurée suffisamment longtemps pour permettre la réalisation d'analyse de ces eaux et le choix de leur mode d'évacuation (rejet en cas de résultats d'analyse conformes, ou pompage et envoi en filière adaptée dans l'autre cas). Il est attendu de l'exploitant que l'efficacité de la vanne de barrage soit assurée.

Au cours de l'incendie, toutes les eaux d'extinction n'ont pu être confinées sur le site, car la capacité de rétention de celui-ci a été dépassée. En conséquence, une quantité d'eau estimée à 1000 m³ a été déversée pour partie dans le bassin du SIARE situé à l'extérieur, face à l'accès au site, et pour partie le long de la chaussée, sur la gauche à la sortie du site, jusqu'à un champ de Colza situé à une centaine de mètres du site.

Il convient de noter que ces eaux d'extinction sont passées, avant rejet vers l'extérieur du site, par le séparateur et le décanteur du site, ce qui a dû contribuer à limiter leur charge polluante et leur impact sur l'environnement. L'exploitant a indiqué que ces équipements (séparateur et décanteur) avaient été entretenus en janvier 2022. Il a également indiqué qu'il avait sollicité auprès de son prestataire une opération de curage et nettoyage de son réseau et de ces équipements dans les tout prochains jours.

Le jour de l'inspection, aucune trace de la présence récente de cette eau à l'extérieur du site n'était visible (pas de trainée sombre, ni d'irisation, ni de dépôt quelconque, aucune trace sur les bas côtés et la végétation).

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale